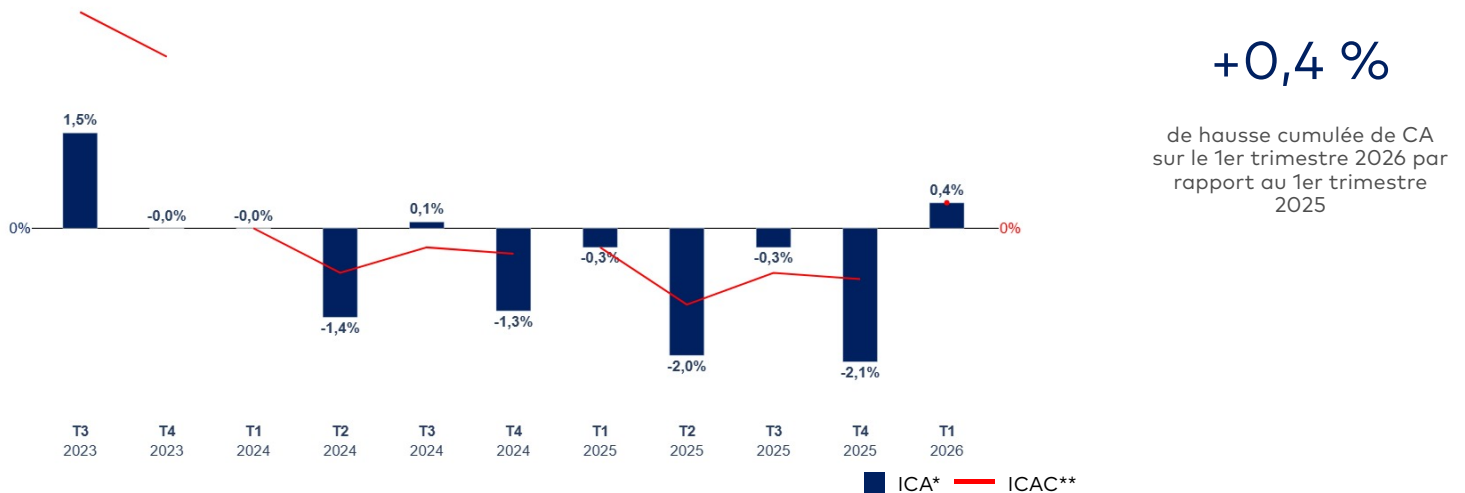


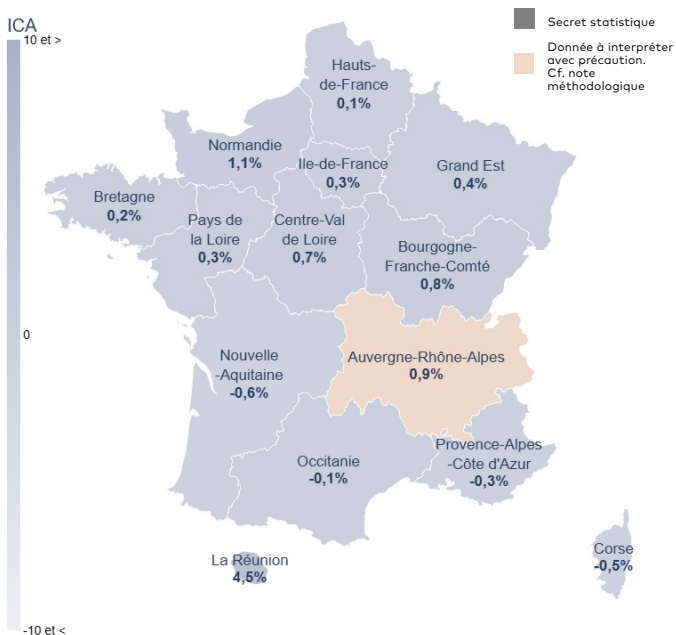
L'analyse de l'évolution trimestrielle de l'activité des TPE-PME

Au 1er trimestre 2026, l'indice de chiffre d'affaires (ICA) des 660 000 TPE-PME françaises de notre échantillon (cf. méthodologie) indique une légère hausse de CA de 0,4% en valeur. Cette croissance fait suite à cinq trimestres consécutifs de recul. L'activité a été portée par la forte progression en janvier. Toutefois, février a été marqué par le retour de la baisse de l'activité, qui s'est accentuée en mars et laisse augurer une dynamique négative pour les prochains mois, au vu du contexte international et de ses conséquences sur la hausse des prix de l'énergie. Parallèlement, selon le rapport Altares du 1er trimestre 2026, le nombre de défaillances continue de croître de manière importante (+6,4%, soit 71 000 défaillances). Ce résultat moyen masque toutefois des disparités en termes géographique et sectoriel comme le détaille la suite de l'analyse.

Il convient également de noter que les résultats présentés dans cette analyse ne sont pas corrigés de l'inflation. Selon l'INSEE, les prix à la consommation ont augmenté de 1,7% en mars 2026 sur les 12 derniers mois. Cette hausse s'explique par l'important rebond des prix de l'énergie (+7,3% sur un an), et par la légère augmentation des prix des services. L'Insee révèle également que l'inflation a accéléré au mois d'avril pour atteindre +2,2% sur 12 mois.



La carte de France



Classement des régions selon l'ICA

Territoire	ICA (Indice de chiffre)
La Réunion	4,5%
Normandie	1,1%
Auvergne-Rhône-Alpes	0,9%
Bourgogne-Franche-Comté	0,8%
Centre-Val de Loire	0,7%
Grand Est	0,4%
Pays de la Loire	0,3%
Ile-de-France	0,3%
Bretagne	0,2%
Hauts-de-France	0,1%
Occitanie	-0,1%
Provence-Alpes-Côte-d'Azur	-0,3%
Corse	-0,5%
Nouvelle-Aquitaine	-0,6%

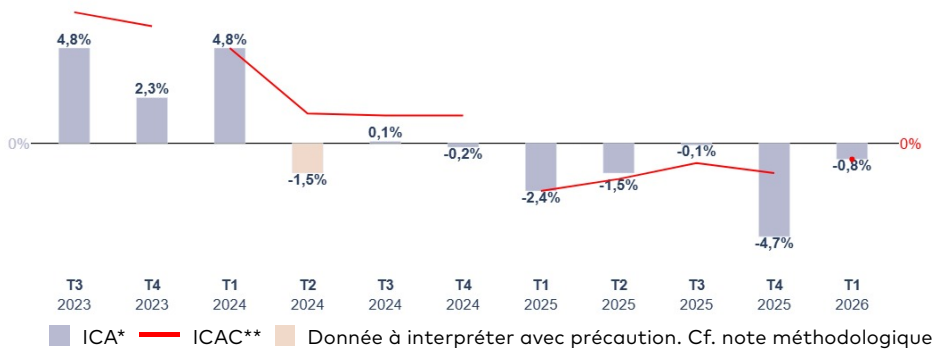
*L'indice de chiffre d'affaires (ICA) mesure l'évolution du CA moyen entre une période (ici un trimestre) et la même période de l'année précédente, avec correction des jours ouvrés. **L'indice de chiffre d'affaires cumulé (ICAC) mesure l'évolution du CA moyen de la période du 1er trimestre de l'année N au dernier trimestre présenté de l'année N, par rapport au CA moyen de la même période de l'année N-1, avec correction des jours ouvrés. *** Concernant l'Outre-Mer, seuls les résultats de La Réunion sont présentés, les échantillons des autres DROM et des COM n'étant pas représentatifs.

L'ÉVOLUTION DE L'ACTIVITÉ PAR SECTEUR



Boulangerie et boulangerie-pâtisserie (10.71C)

Les TPE-PME de boulangerie et boulangerie-pâtisserie de notre échantillon affichent un léger repli de leur activité (-0,8% en valeur au 1er trimestre 2026). Les TPE-PME du secteur restent confrontées à l'augmentation des coûts de production, notamment des matières premières (+30% du coût moyen des ingrédients sur les trois dernières années, selon l'Observatoire Fiducial) et de l'énergie, dont les hausses ne sont que partiellement répercutées sur les prix. Dans le même temps, d'après Food Vision, le nombre de boulangeries indépendantes recule légèrement, tandis que les points de vente des enseignes progressent (+8% en 2025). Le secteur doit également composer avec un recul de la consommation de pain (94 grammes par jour en moyenne contre 125 grammes en 2015, selon la CNBPF), incitant les professionnels à développer leur offre de snacking et de plats chauds. De plus, les TPE-PME du secteur demeurent confrontées à des tensions persistantes sur la main-d'œuvre. Enfin, autre signal négatif, les défaillances d'entreprises progressent de 6,4% au 1er trimestre 2026.



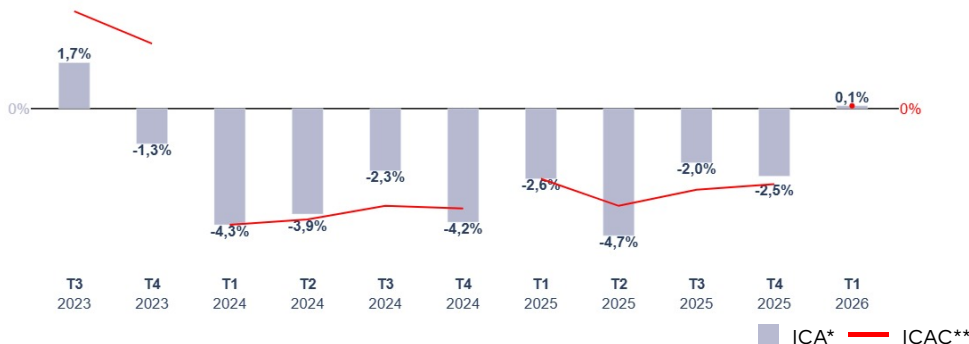
-0,8 %

de baisse cumulée de CA sur le 1er trimestre 2026 par rapport au 1er trimestre 2025



Construction (F)

Les TPE-PME de la construction de l'échantillon voient leur CA stagner (+0,1% en valeur) au 1er trimestre 2026 en glissement annuel. Selon la Capeb, l'activité de l'artisanat du bâtiment poursuit son repli, passant de -2% en glissement annuel au 4e trimestre 2025 à -1,5% au 1er trimestre 2026. Cette baisse est principalement liée à la hausse des prix du pétrole et des matériaux, combinée à la dégradation des marges des entreprises, ainsi qu'au recul de l'activité de la construction neuve (-2,5%) et de l'entretien-rénovation (-1%). Selon la FFB, la progression des mises en chantier et des permis de construction (respectivement +31,6% et +17,7% en glissement annuel sur trois mois à fin février 2026) a permis une poursuite de la reprise dans le logement neuf. Le non-résidentiel neuf, quant à lui, peine à se redresser. En effet, en glissement annuel sur la même période, les surfaces "commencées" stagnent (+1%), pénalisées par le bloc « locaux industriels, entrepôts et bureaux » ainsi que par les locaux agricoles, tandis que les surfaces "autorisées" chutent de 13,7%.



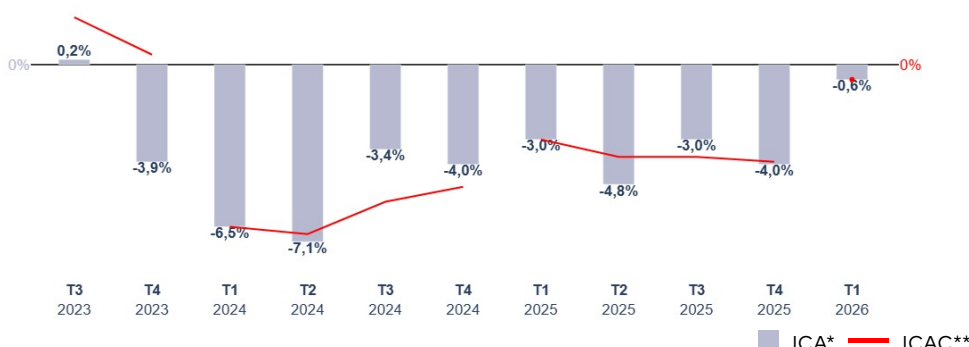
+0,1 %

de hausse cumulée de CA sur le 1er trimestre 2026 par rapport au 1er trimestre 2025



Travaux de maçonnerie générale et gros oeuvre (43.99C)

Les difficultés persistent pour les entreprises de maçonnerie de l'échantillon avec un repli de 0,6% en valeur lors du 1er trimestre 2026 comparativement au 1er trimestre 2025. Selon la Capeb, la maçonnerie affiche un recul d'activité de 1% sur le 1er trimestre 2026 après -1,5% au trimestre précédent. Selon le bilan Altares sur les défaillances, les entreprises de maçonnerie affichent une baisse du taux de défaillance de 12% sur le 1er trimestre 2026.



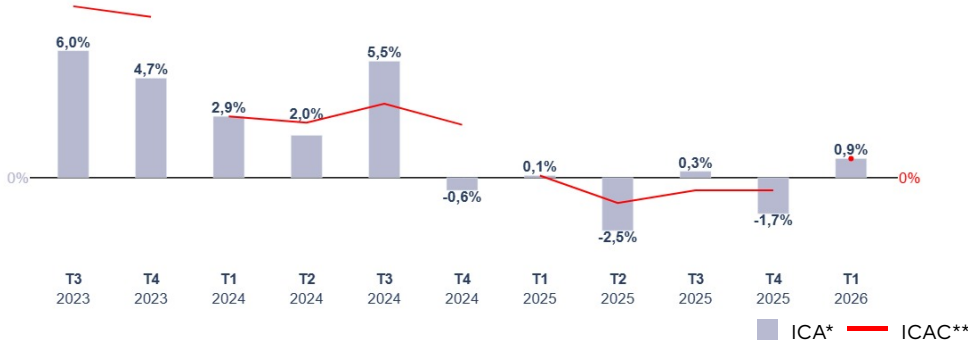
-0,6 %

de baisse cumulée de CA sur le 1er trimestre 2026 par rapport au 1er trimestre 2025



Entretien et réparation de véhicules automobiles légers (45.20A)

Les TPE-PME d'entretien et réparation de véhicules automobiles légers de l'échantillon voient leur CA légèrement progresser : +0,9% en valeur au 1er trimestre 2026. Malgré une baisse des entrées en atelier (-2,2% en mécanique et -1,8% en carrosserie), l'activité reste soutenue par la hausse du panier moyen (+2,7% en mécanique et +4,3% en carrosserie), selon le baromètre Mobilians-Solware portant sur l'année 2025. En mécanique, cette progression est portée par l'augmentation des tarifs de main-d'œuvre (+2,6%) liée au développement des prestations d'expertise et de diagnostic électronique. Côté carrosserie, la hausse du panier moyen s'explique par la complexité technologique croissante des véhicules. Par ailleurs, l'activité du secteur est portée par le vieillissement du parc automobile, dont l'âge moyen atteint 12,3 ans fin 2025 contre 11,9 ans un an plus tôt, selon AAA Data, incitant les propriétaires à entretenir davantage leurs véhicules. Toutefois, les défaillances d'entreprises augmentent de 4% au 1er trimestre 2026, selon Altaires.



+0,9 %

de hausse cumulée de CA sur le 1er trimestre 2026 par rapport au 1er trimestre 2025



Commerce de détail de viandes et produits à base de viandes en magasin spécialisé (47.22Z)

Les commerces de détail de viandes de notre échantillon voient leur chiffre d'affaires repartir à la hausse : +1,8% en valeur au 1er trimestre 2026 en glissement annuel. Selon France AgriMer, la consommation de viande bovine a augmenté sur les deux premiers mois de l'année 2026 à la suite de la baisse des exportations (-15,3%). Et ce, malgré le recul des abattages (-2,9% sur le 1er trimestre 2026) en raison des effets de la FCO (fièvre catarrhale ovine) et de la stabilisation des importations. En outre, même si la hausse des prix de la viande bovine tend à ralentir depuis mars 2026, les niveaux des cours sont très supérieurs à ceux du 1er trimestre 2025. Ainsi, selon le baromètre des commerces de bouche, les boucheries, charcuteries et traiteurs enregistrent une hausse d'activité de 1,2% sur le 1er trimestre 2026.



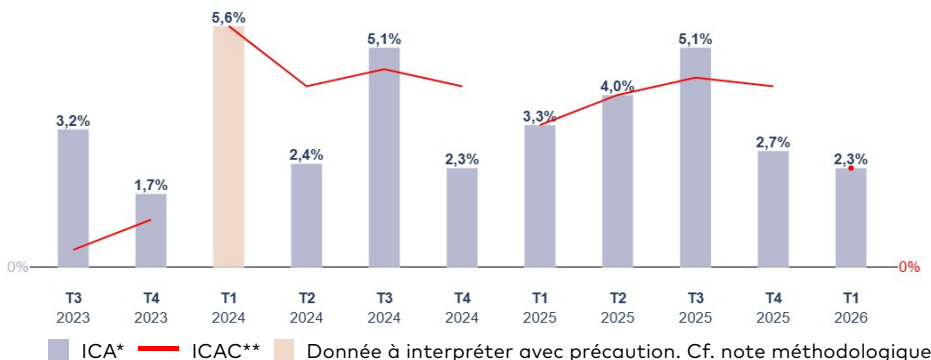
+1,8 %

de hausse cumulée de CA sur le 1er trimestre 2026 par rapport au 1er trimestre 2025



Commerce de détail de produits pharmaceutiques en magasin spécialisé (47.73Z)

Les pharmacies de l'échantillon affichent un nouveau trimestre de croissance : +2,3% en valeur lors du 1er trimestre 2026 en glissement annuel. D'après le Moniteur des pharmacies, le marché du médicament remboursable en ville progresse de 5,6% en valeur au 1er trimestre 2026 sur un an. Dans le même temps, une part croissante du chiffre d'affaires est portée par les spécialités coûteuses tandis que les baisses de prix s'accroissent. En parallèle, la substitution d'un médicament biologique par un biosimilaire (après échéance du brevet) progresse, atteignant un taux de pénétration de 80% en mars 2026, ce qui pèse sur le chiffre d'affaires des officines. Toutefois, les entreprises du secteur devraient bénéficier de la régulation tarifaire, attendue pour générer 1,6 milliard d'euros d'économies en 2026.



+2,3 %

de hausse cumulée de CA sur le 1er trimestre 2026 par rapport au 1er trimestre 2025

■ ICA* ■ ICAC** ■ Donnée à interpréter avec précaution. Cf. note méthodologique



Commerces de détail d'optique (47.78A)

Les opticiens de notre échantillon voient leur CA reculer au 1er trimestre 2026 par rapport au 1er trimestre 2025 (-1,7% en valeur). Si le nombre d'ordonnances traitées recule légèrement en février 2026 (-0,5% sur un an selon Xerfi), le secteur continue de bénéficier de facteurs structurels tels que la progression des troubles visuels. En effet, selon VSP Vision Care, près des deux tiers des actifs déclarent souffrir d'au moins un problème de vue, en raison du temps croissant passé devant les écrans. Par ailleurs, selon Les Echos Etudes, malgré la hausse des dépenses d'optique médicale, les taux d'EBE et de marge nette reculent sous l'effet de l'augmentation des charges (salaires, loyers commerciaux), qui ne sont pas intégralement répercutées sur les prix de vente. Enfin, le secteur connaît une hausse des défaillances d'entreprises (+8% au 1er trimestre 2026) selon Altares.



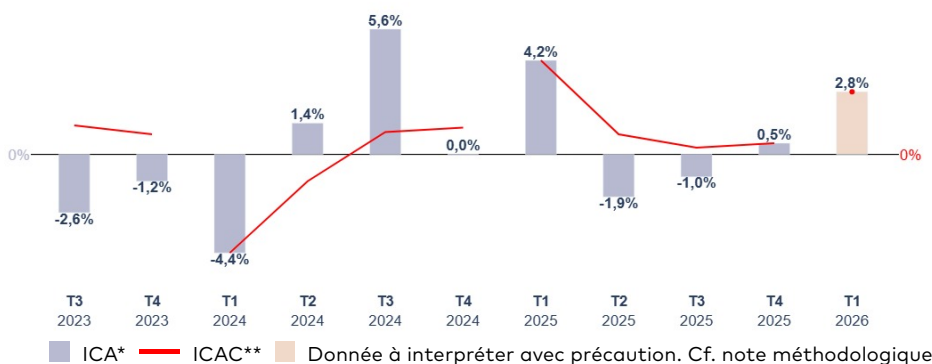
-1,7 %

de baisse cumulée de CA sur le 1er trimestre 2026 par rapport au 1er trimestre 2025



Transports routiers de fret (49.41)

Les TPE-PME des transports de fret de notre échantillon affichent une progression de leur CA : +2,8% en valeur au 1er trimestre 2026. Autre signe positif, les défaillances d'entreprises reculent lors du 1er trimestre 2026 (-17%), selon Altares. Toutefois, selon la Fédération nationale du transport routier (FNTR), l'activité du secteur se replie nettement au 1er trimestre 2026, sous l'effet de la forte hausse des prix des carburants consécutive au conflit au Moyen-Orient. Dans ce contexte, les TPE-PME du secteur voient leurs marges fortement baisser, entraînant des tensions accrues sur leur trésorerie. En matière d'emploi, la FNTR observe un ajustement contraint des effectifs, en lien avec le ralentissement de l'activité. Les investissements, quant à eux, restent à un niveau très inférieur à leur moyenne de long terme, le manque de visibilité économique incitant les entreprises à les reporter.



+2,8 %

de hausse cumulée de CA sur le 1er trimestre 2026 par rapport au 1er trimestre 2025



Hôtels et hébergements similaires (55.10Z)

Les hôtels de notre échantillon enregistrent une baisse de CA de 1% au 1er trimestre 2026. Toutefois, selon Atout France, le début de l'année 2026 s'avère encourageant : les taux d'occupation prévisionnels indiquent une hausse de 1,3 point sur l'ensemble des hébergements en montagne pour la saison 2025/2026. De même, concernant la clientèle internationale, les réservations aériennes sont en forte hausse à 3 mois par rapport à 2025 : Mexique (+19%), Chine (+17%) et Espagne (+8%). Dans l'hébergement marchand, le revenu par chambre a progressé de 1,3% en 2025. Cette performance est portée par la hausse de la fréquentation, avec un taux d'occupation moyen national en progression de 0,7 point, pour atteindre 66% sur l'année 2025, selon l'Observatoire de l'industrie du tourisme porté par Alliance France Tourisme. En revanche, le prix moyen n'a augmenté que de 0,2%, traduisant des arbitrages budgétaires marqués, notamment sur les segments d'entrée de gamme. A l'inverse, le haut de gamme et le luxe ont enregistré une hausse du revenu moyen par chambre de 5,6%.



-1 %

de baisse cumulée de CA sur le 1er trimestre 2026 par rapport au 1er trimestre 2025



Restauration traditionnelle (56.10A)

Les restaurants traditionnels de l'échantillon affichent un nouveau recul d'activité : -6,8% au 1er trimestre 2026 en glissement annuel. Selon le cabinet comptable Extencia, les restaurants font toujours face à une hausse persistante des coûts (énergie, loyer, salaires), mettant sous pression la marge des restaurants. En effet, la rentabilité moyenne du secteur a chuté de 7% en un an, d'après le cabinet d'études Gira, spécialisé dans les études sur la restauration. Parallèlement, l'érosion du pouvoir d'achat des ménages a modifié les habitudes de consommation, réduisant la fréquentation des restaurants et favorisant des choix plus économiques (restaurant rapide, boulangerie, etc.). En outre, en 2025, 50,2% des restaurateurs déclarent toujours rencontrer des difficultés de recrutement. Selon Altares, le taux de défaillance des restaurants traditionnels en France a reculé de 2,5% sur le 1er trimestre 2026.



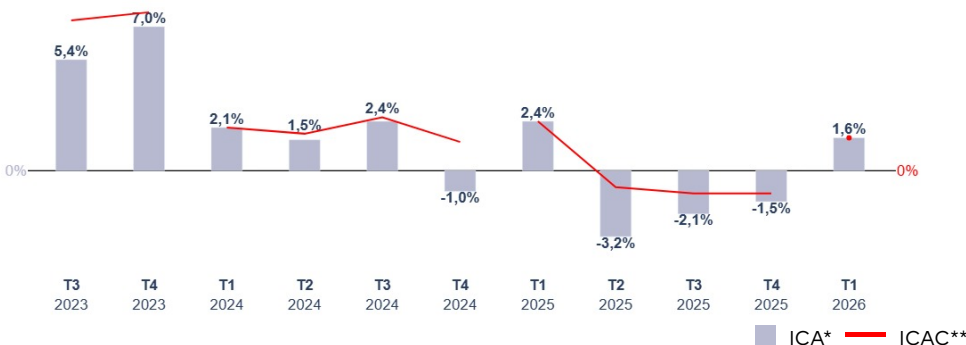
-6,8 %

de baisse cumulée de CA sur le 1er trimestre 2026 par rapport au 1er trimestre 2025



Conseil en systèmes et logiciels informatiques (62.02A)

Après trois trimestres consécutifs de recul, les TPE-PME de conseil en systèmes et logiciels informatiques de notre échantillon voient leur activité repartir à la hausse (+1,6% en valeur) au 1er trimestre 2026. Toutefois, le secteur connaît une hausse des défaillances d'entreprises (+8% au 1er trimestre 2026) selon Altares. Selon les projections de l'organisation professionnelle Numeum publiées fin 2025, le marché du numérique pourrait enregistrer une croissance de 4,3% en 2026. Cette dynamique resterait toutefois contrastée selon les segments : les éditeurs de logiciels et de plateformes devraient afficher une forte hausse d'activité (+8,4%), tandis que les ESN (+1,4%) et les sociétés d'ingénierie et de conseil en technologies (+1%) enregistreraient des progressions plus modérées. Du côté de l'emploi, selon une étude de l'Apec, les recrutements de cadres dans le secteur de l'informatique devraient repartir à la hausse en 2026 (+4%), notamment dans les domaines de la cybersécurité, de l'intelligence artificielle et de l'ingénierie R&D.



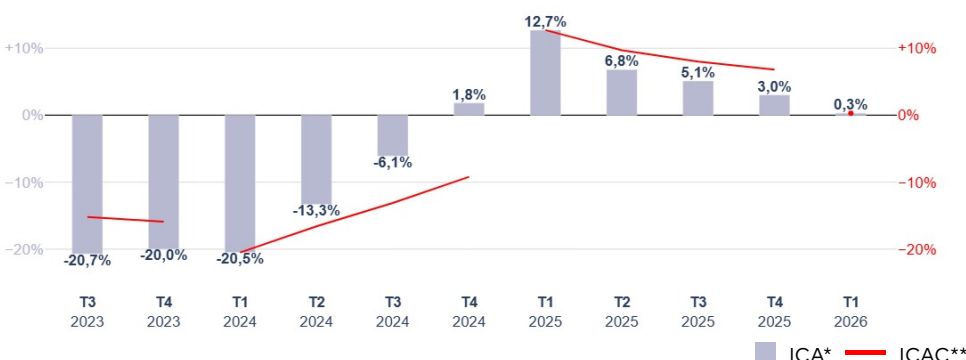
+1,6 %

de hausse cumulée de CA sur le 1er trimestre 2026 par rapport au 1er trimestre 2025



Agences immobilières (68.31Z)

Les agences immobilières de l'échantillon voient leur activité quasiment stagner lors du 1er trimestre 2026 : +0,3% en valeur comparativement au 1er trimestre 2025. Selon le baromètre de l'Observatoire Interkab, au 1er trimestre 2026, les prix se maintiennent à un niveau similaire à celui du 4e trimestre 2025 (+0%). Le stock de biens à la vente progresse de 3%, tandis que les compromis de vente signés augmentent fortement (+36%). Dans le même temps, selon Meilleurstaux, le taux moyen des prêts immobiliers s'élève à 3,22% sur les trois premiers mois de 2026, contre 3,14% au 4e trimestre 2025. Toutefois, les établissements bancaires font face à un repli de la demande de crédits ; les ménages ayant tendance à reporter leurs projets immobiliers dans un contexte financier incertain et marqué par la crise au Moyen-Orient. Par ailleurs, selon l'Observatoire immobilier Bien'ici, l'offre locative progresse de 12% au 1er trimestre 2026. Enfin, les défaillances d'entreprises des agences reculent fortement (-23%) au 1er trimestre 2026, selon Altares.



+0,3 %

de hausse cumulée de CA sur le 1er trimestre 2026 par rapport au 1er trimestre 2025



Activités juridiques (69.10Z)

Après la quasi-stagnation d'activité du 4e trimestre 2025 (+0,2%), les TPE-PME des activités juridiques de l'échantillon voient leur chiffre d'affaires repartir à la hausse, +2,9% au 1er trimestre 2026 par rapport au 1er trimestre 2025. Selon Xerfi, les professions juridiques sont confrontées à des transformations structurelles accroissant la concurrence et la tension sur les prix : arrivée de l'IA et des legaltech, standardisation des services, interprofessionnalité, ... Selon le village de la justice, l'arrivée de l'IA générative a également accéléré les mouvements d'internalisation des dossiers au sein des directions juridiques des entreprises.



+2,9 %

de hausse cumulée de CA sur le 1er trimestre 2026 par rapport au 1er trimestre 2025



Enseignement de la conduite (85.53Z)

Les TPE-PME françaises de l'enseignement de la conduite voient leur CA augmenter de 3,3% sur le 1er trimestre 2026 par rapport au 1er trimestre 2025. Les auto-écoles connaissent une transformation majeure avec la publication de deux décrets en janvier 2026 visant à lutter contre la fraude aux examens et à simplifier la gestion administrative des auto-écoles : paiement obligatoire à l'inscription, allongement de la durée de l'agrément préfectoral et de l'autorisation d'enseignement, formations spécifiques, moralité, etc. Selon l'Unidec, l'Unic et Mobilians, le secteur reste confronté à la pénurie d'examineurs, de places d'examens et à la hausse continue des délais d'attente entre deux passages au permis à cause de la croissance du nombre de candidats liée à la généralisation du permis de conduire à 17 ans.



+3,3 %

de hausse cumulée de CA sur le 1er trimestre 2026 par rapport au 1er trimestre 2025



Coiffure (96.02A)

Les entreprises de coiffure de l'échantillon affichent une nouvelle diminution de CA : -1,3% en valeur au 1er trimestre 2026 par rapport au 1er trimestre 2025. Une tendance également observée par le baromètre d'activité du commerce indépendant publié par l'Échommes, qui fait état d'un recul plus marqué de 3,8% au 1er trimestre 2026. Dans un contexte inflationniste, les TPE-PME du secteur demeurent confrontées à la hausse des charges et du coût des matières premières. Dans le même temps, les tensions sur le pouvoir d'achat conduisent les clients à espacer davantage leurs visites. Ainsi, les entreprises de coiffure adaptent leur offre en proposant des prestations à plus forte valeur ajoutée. Par ailleurs, la concurrence s'intensifie, portée par le développement des barbershops proposant des coupes pour hommes à bas prix. Autre signe de tension : le taux de défaillance des entreprises de coiffure repart fortement à la hausse au 1er trimestre 2026 (+14,3%), après la baisse de 9% au 4e trimestre 2025, selon le cabinet Altares.



-1,3 %

de baisse cumulée de CA sur le 1er trimestre 2026 par rapport au 1er trimestre 2025

SOURCES & MÉTHODOLOGIE

Les données proviennent de la base de données Statexpert, construite à partir des télédéclarations sociales et fiscales réalisées par les experts-comptables pour le compte de leurs clients, les TPE-PME. Les données présentées ici sont issues des informations provenant des déclarations mensuelles et trimestrielles de TVA (EDI-TVA). Il s'agit du chiffre d'affaires (CA) déclaré par les entreprises sur les déclarations de TVA des périodes concernées.

Les données trimestrielles sont basées sur un échantillon d'environ 660 000 entreprises au niveau national. A partir des données de mars et T1 2026, une modification dans le processus de traitement des données a permis d'augmenter la taille de l'échantillon (+130 000 entreprises) grâce à une jointure complémentaire avec la base Insee Sirene pour identifier les codes APE manquants de certaines entreprises de l'échantillon. Cela a eu un impact sur les filtres mis en place pour « flagger » les données et augmenter mécaniquement leur nombre (couleur beige). Toutefois, les données « augmentées » conservent la même qualité que lors des périodes précédentes. Les données ont été calculées sur un périmètre d'entreprises présentes lors d'une période analysée et lors de la même période de l'année précédente, qui n'ont pas changé de code NAF et dont l'établissement principal n'a pas changé de département entre ces deux périodes. Les évolutions sont calculées en glissement annuel (une période par rapport à la même période de l'année précédente) et corrigées des jours ouvrés.

Les entreprises dont le CA mensuel ou trimestriel dépasse 3 fois l'écart-type du CA mensuel ou trimestriel moyen des entreprises du même secteur d'activité (niveau 1 - sections) ont été écartées de l'analyse. Les entreprises réalisant un chiffre d'affaires annuel supérieur à 50 millions d'euros sont également écartées de l'échantillon analysé.

Certaines déclarations à néant, notamment celles réalisées lors du mois de juillet ont pu être prises en compte afin de rendre compte de la réalité de l'activité des entreprises.

L'indice de chiffre d'affaires (ICA) mesure l'évolution du CA moyen entre une période (ici un trimestre) et la même période de l'année précédente, avec correction des jours ouvrés. L'ICA est désormais affiché dans les cartes et graphiques en pourcentage.

Effet de base : un effet de base peut survenir lorsque l'évolution d'une variable entre N et N-1 varie non pas en raison d'une variation du niveau de la variable entre ces deux dates, mais principalement en raison de l'évolution antérieure (entre N-1 et N-2). À titre d'exemple, si une entreprise a subi une forte baisse d'activité entre N-1 et N-2, alors il y a plus de chance que l'évolution soit positive entre N et N-1.

L'indice de chiffre d'affaires cumulé (ICAC) mesure l'évolution du CA moyen de la période du 1er trimestre de l'année N au dernier trimestre présenté de l'année N, par rapport au CA moyen de la même période de l'année N-1, avec correction des jours ouvrés. L'ICAC est affiché en évolution en pourcentage dans les graphiques.

Les secteurs correspondent à la nomenclature d'activités française - NAF rév. 2, 2008 (édition 2015)

- Niveau 1 (sections), soit 21 secteurs.
- Niveau 5 (sous-classes), soit 732 secteurs.

Pour en savoir plus sur l'actualité et les spécificités économiques, financières, juridiques, comptables, fiscales et sociales, consultez les analyses sectorielles sur <https://www.experts-comptables.fr/> et <https://bibliotique.com/bibliordre>; retrouvez les indicateurs sur tous les secteurs d'activité sur www.imagepme.fr / Rubrique Données.

Infographie réalisée par :

